

## "Les armées européennes de figuration" dans The Guardian (17 octobre 1991)

**Légende:** Le 17 octobre 1991, le quotidien britannique The Guardian se penche sur la proposition franco-allemande de créer un corps d'armée à vocation européenne.

**Source:** The Guardian. 17.10.1991. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Europe's stage armies", p. 22.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/les\\_armees\\_europeennes\\_de\\_figuration\\_dans\\_the\\_guardian\\_17\\_octobre\\_1991-fr-850e31e4-a4e6-4a78-8326-7abbcocfca77.html](http://www.cvce.eu/obj/les_armees_europeennes_de_figuration_dans_the_guardian_17_octobre_1991-fr-850e31e4-a4e6-4a78-8326-7abbcocfca77.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Les armées européennes de figuration

L'initiative franco-allemande pour un nouveau corps d'armée commun n'est qu'un symbole qui cache une série de questions importantes. Envisagée sous l'angle de la stratégie de défense européenne, cette proposition rejoint le plan italo-britannique pour une force de réaction rapide – il s'agit juste d'une armée de figuration supplémentaire sur un champ de bataille où il n'y a pas d'ennemis visibles. Or, les objectifs du moment ne sont pas militaires, mais bien politiques – et ils ne sont pas situés près de l'Oural, pas plus que dans les sables du Moyen-Orient, mais ici en Europe. Le jour J sera le 9 décembre, lorsqu'ils s'attaqueront au sommet de Maastricht. La question centrale est, bien entendu, la défense comme élément de la politique d'unité européenne, et le processus de prise de décisions qui la sous-tend. Cela est nécessairement lié à l'avenir de l'OTAN et à celui des États-Unis en Europe. Cela pourrait soulever des questions (si nous choisissons de les aborder) concernant la pérennité des armées nationales ayant des intérêts nationaux définis de manière globale – particulièrement celles des puissances nucléaires que sont la Grande-Bretagne et la France. Il s'agit ici d'une nouvelle donne, essentielle, qu'il nous faut explorer avec toute l'imagination dont nous disposons. À partir des deux propositions objectives qui s'offrent à nous, la bataille de Maastricht ne sera rien d'autre qu'une première incursion dans ces thèmes fondamentaux.

Par ailleurs, la proposition franco-allemande doit permettre la conception d'un embryon d'armée européenne, ce qui supposera un degré élevé de coopération politique entre les États membres de la Communauté européenne. Le noyau initial de cette force qui sera composé de 50 000 hommes et femmes augmentera au fur et à mesure que d'autres membres de l'Union de l'Europe occidentale contribueront à son développement. Cette armée deviendrait la véritable charnière de la politique de défense régionale, si la Communauté européenne, selon les termes de la proposition, lui confie «partiellement ou totalement» la sécurité européenne. En revanche, l'alternative italo-britannique est strictement limitée en termes d'objectifs, que ce soit au niveau de son théâtre d'opérations (en dehors de la zone d'action de l'OTAN) ou en ce qui concerne son commandement (il serait autonome, tout en restant subordonné à l'OTAN). Le projet franco-allemand pourrait au contraire arriver à maturité et se présenter comme la force de défense dominante en Europe, ce qui aurait pour conséquence de réduire inexorablement le rôle déjà fléchissant de l'OTAN.

Cette perspective pourrait bien être ce que redoutent la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et d'autres pays atlantistes (ou du moins ce qu'ils prétendent craindre dans le but de manœuvrer en attendant le sommet de Maastricht). Hier, Douglas Hurd a mis en garde contre une «duplication» de l'OTAN, présentant la chose comme inutile et même dangereuse. Il est certain que la proposition n'est pas logique si l'OTAN et les armées nationales continuent sans se soucier des conséquences. Jusqu'à présent, c'est exactement ce qui est envisagé. Il est même question de faire écho à la volonté italo-britannique de construire «un pilier européen de la maison atlantique». À Bonn, les tentatives de redéfinition de la structure atlantique, qui a si bien servi le pays dans le passé, suscitent des sentiments mitigés. À Paris, la France s'accroche à sa propre architecture de défense indépendante, alors qu'un corps d'armée commun – tout comme la brigade intégrée qui l'a précédé – sert également de moyen pour contraindre les puissants Allemands. L'objectif plus large d'une politique étrangère commune pourrait aussi fléchir à l'heure où les intérêts nationaux sont menacés. Ce n'est pas l'alternative de défense européenne dont nous aurons besoin bientôt, mais il s'agit d'un début qui ne doit pas être étouffé par le brouhaha grandissant de Maastricht.